

TESTO UFFICIALE
TEXTE OFFICIEL

PREMIÈRE PARTIE

LOIS ET RÈGLEMENTS

Loi régionale n° 4 du 28 février 2011,

portant modification de la loi régionale n. 61 du 9 décembre 1976 (Dénomination officielle des communes de la Vallée d'Aoste et protection de la toponymie locale).

LE CONSEIL RÉGIONAL

a approuvé;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉGION

promulgue

la loi dont la teneur suit:

Art. 1^{er}
(Insertion de l'article 1^{er} bis)

1. Après l'art. 1^{er} de la loi régionale n° 61 du 9 décembre 1976 (Dénomination officielle des communes de la Vallée d'Aoste et protection de la toponymie locale), il est inséré un article ainsi rédigé:

«Art. 1^{er} bis

1. La dénomination officielle des villages, des hameaux et des autres localités est établie par arrêté du président de la Région, la Commission de la toponymie locale visée à l'art. 1^{er} sexies de la présente loi, ci-après dénommée «Commission», et le Conseil de la Commune intéressée entendus et sur avis favorable du Gouvernement régional.
2. Le président de la Région prend l'arrêté visé au premier alinéa du présent article à la demande de la Commune intéressée ou à son initiative.»

Art. 2
(Insertion de l'art. 1^{er} ter)

1. Après l'art. 1^{er} bis de la loi régionale n° 61/1976, tel qu'il a été inséré par l'art. 1^{er} de la présente loi, il est inséré un article ainsi rédigé:

PARTE PRIMA

LEGGI E REGOLAMENTI

Legge regionale 28 febbraio 2011, n. 4.

Modificazioni alla legge regionale 9 dicembre 1976, n. 61 (Denominazione ufficiale dei comuni della Valle d'Aosta e norme per la tutela della toponomastica locale).

IL CONSIGLIO REGIONALE

ha approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REGIONE

promulga

la seguente legge:

Art. 1
(Inserimento dell'articolo 1bis)

1. Dopo l'articolo 1 della legge regionale 9 dicembre 1976, n. 61 (Denominazione ufficiale dei comuni della Valle d'Aosta e norme per la tutela della toponomastica locale), è inserito il seguente:

«Art. 1bis

1. Le denominazioni ufficiali di villaggi, frazioni e altre località sono stabilite dal Presidente della Regione con proprio decreto, previa acquisizione del parere della Commissione per la toponomastica locale di cui all'articolo 1sexies, di seguito denominata Commissione, del parere del Consiglio comunale del Comune interessato e del parere favorevole della Giunta regionale.
2. Il Presidente della Regione adotta il decreto di cui al comma 1 su richiesta del Comune interessato o di propria iniziativa.»

Art. 2
(Inserimento dell'articolo 1ter)

1. Dopo l'articolo 1bis della legge regionale 61/1976, come introdotto dall'articolo 1, è inserito il seguente:

«Art. 1^{er} ter

- 1 Le nom d'une personne décédée depuis moins de dix ans ne peut être attribué à aucun des espaces communaux visés au deuxième alinéa de l'art. 41 du décret du président de la République n° 223 du 30 mai 1989 (Approvazione del nuovo regolamento anagrafico della popolazione residente).
- 2 L'attribution d'une dénomination aux espaces communaux visés au premier alinéa du présent article est autorisée, à la demande du Conseil de la Commune intéressée, par arrêté du président de la Région, sur avis de la Commission.
- 3 Les demandes d'autorisation doivent être accompagnées d'un bref rapport indiquant les raisons qui justifient le choix opéré par la Commune et, lorsque ce dernier a porté sur le nom d'une personne physique, les données biographiques essentielles du personnage dont on veut honorer la mémoire.
4. Exceptionnellement, le président de la Région peut accorder une dérogation aux dispositions visées au premier alinéa du présent article dans le cas de personnes particulièrement méritantes. ».

Art. 3
(Insertion de l'art. 1^{er} quater)

1. Après l'art. 1^{er} ter de la loi régionale n° 61/1976, tel qu'il a été inséré par l'art. 2 de la présente loi, il est inséré un article ainsi rédigé :

«Art. 1^{er} quater

1. Le nom d'une personne décédée depuis moins de dix ans ne peut être attribué à aucun bâtiment public propriété d'une collectivité locale, de la Région ou de l'un des établissements publics non économiques dépendant de la Région.
2. L'attribution d'une dénomination aux bâtiments visés au premier alinéa du présent article est autorisée, à la demande de l'Assemblée de la collectivité locale concernée ou de l'organe compétent de la Région ou de l'établissement concerné, par arrêté du président de la Région, sur avis de la Commission.
3. Les demandes d'autorisation doivent être accompagnées d'un bref rapport indiquant les raisons qui justifient le choix opéré et, lorsque ce dernier a porté sur le nom d'une personne physique, les données biographiques essentielles du personnage dont l'on veut honorer la mémoire.
4. Aucun monument, plaque ou autre élément commémoratif permanent situé dans un lieu public ou ouvert

«Art. 1ter

1. A nessuna area di circolazione comunale di cui all'articolo 41, comma 2, del decreto del Presidente della Repubblica 30 maggio 1989, n. 223 (Approvazione del nuovo regolamento anagrafico della popolazione residente) può essere attribuita una denominazione riferita a persone che non siano decedute da almeno dieci anni.
2. Le denominazioni delle aree di circolazione comunali di cui al comma 1 sono autorizzate, su richiesta del Consiglio comunale del Comune interessato, dal Presidente della Regione con proprio decreto, previa acquisizione del parere della Commissione.
3. Le richieste di autorizzazione devono essere accompagnate da una breve relazione contenente i motivi che giustificano la scelta della denominazione operata dal Comune e, qualora si tratti di denominazione riferita a persona fisica, le notizie biografiche più importanti del personaggio di cui si vuole onorare la memoria.
4. Eccezionalmente, il Presidente della Regione può consentire la deroga alle disposizioni di cui al comma 1 per persone particolarmente benemerite. ».

Art. 3
(Inserimento dell'articolo 1quater)

1. Dopo l'articolo 1ter della legge regionale 61/1976, come introdotto dall'articolo 2, è inserito il seguente:

«Art. 1quater

1. A nessun edificio pubblico di proprietà degli enti locali, della Regione e degli enti pubblici non economici dipendenti dalla Regione può essere attribuita una denominazione riferita a persone che non siano decedute da almeno dieci anni.
2. Le denominazioni degli edifici di cui al comma 1 sono autorizzate dal Presidente della Regione con proprio decreto, su richiesta dell'organo assembleare dell'ente locale o dell'organo competente della Regione o dell'ente interessato, previa acquisizione del parere della Commissione.
3. Le richieste di autorizzazione devono essere accompagnate da una breve relazione contenente i motivi che giustificano la scelta della denominazione operata e, qualora si tratti di denominazione riferita a persona fisica, le notizie biografiche più importanti del personaggio di cui si vuole onorare la memoria.
4. Nessun monumento, lapide o ricordo permanente situato in luogo pubblico o aperto al pubblico può

au public ne peut être dédié à la mémoire d'une personne décédée depuis moins de dix ans. La présente disposition ne s'applique ni aux monuments, plaques et autres éléments situés dans les cimetières, ni à ceux situés dans les églises et dédiés à des ecclésiastiques ou à des bienfaiteurs.

5. Exceptionnellement, le président de la Région peut accorder une dérogation aux dispositions visées au premier et quatrième alinéas du présent article dans le cas de personnes particulièrement méritantes. ».

Art. 4
(Insertion de l'art. 1^{er} quinquies)

1. Après l'art. 1^{er} quater de la loi régionale n° 61/1976, tel qu'il a été inséré par l'art. 3 de la présente loi, il est inséré un article ainsi rédigé :

«Art. 1^{er} quinquies

1. Le nom d'une personne décédée depuis moins de dix ans ne peut être attribué à aucun bâtiment scolaire, salle de classe ou autre local interne.
2. L'attribution d'une dénomination aux bâtiments et aux locaux visés au premier alinéa du présent article est autorisée par acte du surintendant aux écoles, sur avis de la Commission et du Conseil de la Commune sur le territoire de laquelle l'institution scolaire concernée est située.
3. Les demandes d'autorisation, présentées par l'organe scolaire compétent, le conseil des enseignants entendu, doivent être accompagnées d'un bref rapport indiquant les raisons qui justifient le choix opéré et, lorsque ce dernier a porté sur le nom d'une personne physique, les données biographiques essentielles du personnage dont l'on veut honorer la mémoire.
4. Exceptionnellement, le président de la Région peut accorder une dérogation aux dispositions visées au premier alinéa du présent article dans le cas de personnes particulièrement méritantes.
5. Les dispositions du présent article s'appliquent également en cas de fusion de plusieurs écoles, lorsque l'organe scolaire compétent entend choisir une nouvelle dénomination. Si le choix porte sur l'une des dénominations déjà autorisées, le surintendant aux écoles prend l'acte d'autorisation sans demander les avis visés au deuxième alinéa du présent article. ».

Art. 5
(Insertion de l'art. 1^{er} sexies)

1. Après l'art. 1^{er} quinquies de la loi régionale n° 61/1976, tel qu'il a été inséré par l'art. 4 de la présente loi, il est inséré un article ainsi rédigé :

essere dedicato a persone che non siano decedute da almeno dieci anni. Tale disposizione non si applica ai monumenti, lapidi e ricordi situati nei cimiteri e a quelli dedicati nelle chiese ad ecclesiastici o benefattori.

5. Eccezionalmente, il Presidente della Regione può consentire la deroga alle disposizioni di cui ai commi 1 e 4 per persone particolarmente benemerite. ».

Art. 4
(Inserimento dell'articolo 1 quinquies)

1. Dopo l'articolo 1 quater della legge regionale 61/1976, come introdotto dall'articolo 3, è inserito il seguente:

«Art. 1 quinquies

1. A nessun edificio scolastico, aula scolastica o altro locale interno può essere attribuita una denominazione riferita a persone che non siano decedute da almeno dieci anni.
2. Le denominazioni degli edifici e dei locali di cui al comma 1 sono autorizzate dal Sovrintendente agli studi con proprio decreto, previa acquisizione del parere della Commissione e del Consiglio comunale del Comune nel cui territorio l'istituzione scolastica ha sede.
3. Le richieste di autorizzazione, presentate dall'organo scolastico competente, sentito il collegio docenti, devono essere accompagnate da una breve relazione contenente i motivi che giustificano la scelta della denominazione operata e, qualora si tratti di denominazione riferita a persona fisica, le notizie biografiche più importanti del personaggio di cui si vuole onorare la memoria.
4. Eccezionalmente, il Presidente della Regione può consentire la deroga alle disposizioni di cui al comma 1 per persone particolarmente benemerite.
5. Le disposizioni del presente articolo si applicano anche in caso di fusione di più scuole, nell'ipotesi in cui l'organo scolastico competente intenda promuovere una nuova denominazione. Qualora sia mantenuta una delle denominazioni già autorizzate, il Sovrintendente agli studi emana il decreto di autorizzazione senza acquisire i pareri di cui al comma 2. ».

Art. 5
(Inserimento dell'articolo 1 sexies)

1. Dopo l'articolo 1 quinquies della legge regionale 61/1976, come introdotto dall'articolo 4, è inserito il seguente:

«Art. 1^{er} sexies

1. La Commission de la toponymie locale est instituée en tant qu'organe de conseil et d'assistance technique et scientifique.
2. La Commission est nommée par le Gouvernement régional pour cinq ans et est renouvelée au début de chaque législature régionale. Elle se compose de trois membres au moins et de six membres au plus, choisis parmi les dirigeants des structures régionales compétentes en matière d'ethnologie et de linguistique, de toponymie, de documentation ancienne, d'histoire et de culture liées au milieu valdôtain et de collectivités locales, ou bien parmi les spécialistes desdites matières n'appartenant pas à l'administration.
3. La Commission s'adjoit les dirigeants régionaux compétents dans les matières examinées, si cela s'avère nécessaire. Lors des séances revêtant un intérêt pour une collectivité locale, la Commission est complétée par un spécialiste nommé par ladite collectivité.
4. La Commission siège valablement lorsque la majorité de ses membres est réunie et délibère à la majorité des présents.
5. Les membres de la Commission, exception faite des dirigeants régionaux et du spécialiste nommé par la collectivité locale concernée, bénéficient, pour chaque jour de séance, d'un jeton de présence, dont le montant est établi par délibération du Gouvernement régional.»

Art. 6
(Insertion de l'art. 1^{er} septies)

1. Après l'art. 1^{er} sexies de la loi régionale n° 61/1976, tel qu'il a été inséré par l'art. 5 de la présente loi, il est inséré un article ainsi rédigé :

«Art. 1^{er} septies

1. La Commission exerce les fonctions suivantes :
 - a) Proposer au Gouvernement régional les critères à suivre pour la graphie des dénominations, compte tenu, pour le franco-provençal, des spécificités locales ;
 - b) Exprimer les avis visés à la présente loi ;
 - c) Proposer au président de la Région la dénomination officielle des villages, des hameaux et des autres localités ;
 - d) Exercer une activité de conseil en faveur de l'Administration régionale et des collectivités locales dans les matières visées à la présente loi. ».

«Art. 1sexies

1. È istituita la Commissione per la toponomastica locale quale organo di consulenza e assistenza tecnico-scientifica.
2. La Commissione è nominata dalla Giunta regionale, dura in carica cinque anni ed è rinnovata all'inizio di ogni legislatura regionale. Essa è composta da almeno tre e non più di sei membri scelti tra i dirigenti delle strutture regionali competenti in materia di etnologia e linguistica, di toponomastica, di documentazione antica, di storia e cultura dell'ambiente valdostano e di enti locali o tra esperti esterni nelle stesse materie.
3. La Commissione è integrata, ove necessario, dai dirigenti regionali competenti nelle materie trattate. Nelle riunioni di interesse degli enti locali, la Commissione è altresì integrata da un esperto nominato dall'ente locale interessato.
4. La Commissione è riunita validamente con la presenza della maggioranza dei suoi componenti e le decisioni sono adottate a maggioranza dei presenti.
5. I componenti della Commissione, esclusi i dirigenti regionali e l'esperto nominato dall'ente locale interessato, hanno diritto, per ciascuna giornata di seduta cui prendono parte, alla corresponsione di un gettone di presenza da stabilire con provvedimento della Giunta regionale.».

Art. 6
(Inserimento dell'articolo 1septies)

1. Dopo l'articolo 1sexies della legge regionale 61/1976, come introdotto dall'articolo 5, è inserito il seguente:

«Art. 1septies

1. La Commissione svolge i seguenti compiti:
 - a) propone alla Giunta regionale i criteri per la grafia delle denominazioni, tenuto conto, per il franco-provenzale, delle specificità locali ;
 - b) esprime i pareri di cui alla presente legge;
 - c) propone al Presidente della Regione la denominazione ufficiale di villaggi, frazioni ed altre località;
 - d) fornisce all'Amministrazione regionale e agli enti locali consulenza nelle materie di cui alla presente legge.».

Art. 7
(Insertion de l'art. 1^{er} octies)

1. Après l'art. 1^{er} septies de la loi régionale n° 61/1976, tel qu'il a été inséré par l'art. 6 de la présente loi, il est inséré un article ainsi rédigé :

«Art. 1^{er} octies

- 1 La graphie officielle des toponymes doit s'inspirer, dans ses lignes générales, de la tradition orthographique qui s'est imposée en Vallée d'Aoste au cours des siècles et attestée par les sources archivistiques et de la tradition orale.
- 2 Le Gouvernement régional établit les critères à suivre pour la graphie des dénominations par une délibération prise sur proposition de la Commission. ».

Art. 8
(Insertion de l'art. 1^{er} novies)

1. Après l'art. 1^{er} octies de la loi régionale n° 61/1976, tel qu'il a été inséré par l'art. 7 de la présente loi, il est inséré un article ainsi rédigé :

«Art. 1^{er} novies

1. Les dénominations réglementées par la présente loi sont reproduites sur les panneaux routiers exactement selon la graphie établie au sens des art. 1^{er} bis, 1^{er} ter, 1^{er} quater et 1^{er} quinques de la présente loi.
2. Par une délibération du Conseil communal, les Communes visées à l'art. 2 de la loi régionale n° 47 du 19 août 1998 (Sauvegarde des caractéristiques ainsi que des traditions linguistiques et culturelles des populations walser de la vallée du Lys) peuvent établir, conformément aux critères fixés par le Gouvernement régional au sens du deuxième alinéa de l'art. 1^{er} octies de la présente loi et la Commission entendue, d'ajouter aux dénominations officielles les dénominations, selon les variantes locales, titsch et töitschu.
3. Les autres Communes peuvent établir d'ajouter aux dénominations officielles les dénominations en franco-provençal, avec les procédures visées à l'alinéa 2 du présent article.
4. Dans les cas visés aux deuxième et troisième alinéas du présent article, la dénomination en langue locale est inscrite sur le même panneau, directement au-dessous de la dénomination officielle, avec les mêmes caractères et la même taille que celle-ci et entre parenthèses, afin qu'il soit possible de la distinguer clairement.
5. Les panneaux bilingues doivent être conformes aux dispositions du décret législatif n° 285 du 30 avril

Art. 7
(Inserimento dell'articolo 1octies)

1. Dopo l'articolo 1septies della legge regionale 61/1976, come introdotto dall'articolo 6, è inserito il seguente:

«Art. 1octies

1. La grafia ufficiale dei toponimi deve ispirarsi, nelle sue linee generali, alla tradizione ortografica affermata in Valle d'Aosta nel corso dei secoli e desumibile dalle fonti di archivio, nonché alla tradizione orale.
2. La Giunta regionale, con propria deliberazione, su proposta della Commissione, definisce i criteri per la grafia delle denominazioni. ».

Art. 8
(Inserimento dell'articolo 1novies)

1. Dopo l'articolo 1octies della legge regionale 61/1976, come introdotto dall'articolo 7, è inserito il seguente:

«Art. 1novies

1. Le denominazioni disciplinate dalla presente legge sono riprodotte nei cartelli stradali nell'esatta grafia definita ai sensi degli articoli 1bis, 1ter, 1quater e 1quinques.
2. I Comuni di cui all'articolo 2 alla legge regionale 19 agosto 1998, n. 47 (Salvaguardia delle caratteristiche e tradizioni linguistiche e culturali delle popolazioni walser della valle del Lys), sentita la Commissione e in conformità ai criteri fissati dalla Giunta regionale ai sensi del comma 2 dell'articolo 1octies, possono stabilire, con deliberazione del Consiglio comunale, di affiancare alle denominazioni ufficiali quelle nelle varianti locali, titsch e töitschu.
3. Gli altri Comuni possono stabilire di affiancare alle denominazioni ufficiali quelle in francoprovenzale, secondo le procedure di cui al comma 2 del presente articolo.
4. Nei casi di cui ai commi 2 e 3 del presente articolo, la denominazione in lingua locale è collocata entro lo stesso pannello, direttamente sotto quella ufficiale, con gli stessi caratteri e le stesse dimensioni ma, al fine di poterla distinguere chiaramente, tra parentesi.
5. La segnaletica bilingue deve essere conforme a quanto disposto dal decreto legislativo 30 aprile 1992, n.

1992 (Nuovo codice della strada), et du règlement d'application y afférent.».

Art. 9
(Remplacement de l'art. 3)

1. L'art. 3 de la loi régionale n° 61/1976 est remplacé comme suit :

«Art. 3

1. Les arrêtés visés aux art. 1^{er} bis, 1^{er} ter et 1^{er} quater et l'acte visé à l'art. 1^{er} quinquies de la présente loi sont publiés au Bulletin officiel de la Région et, pendant trente jours consécutifs, au tableau d'affichage de la collectivité ou de l'établissement concerné.».

Art. 10
(Dispositions transitoires)

1. Les dénominations visées aux art. 1^{er} bis, 1^{er} ter, 1^{er} quater et 1^{er} quinquies de la loi régionale n° 61/1976, tels qu'ils ont été introduits par les art. 1er, 2, 3 et 4 de la présente loi, et déjà attribuées avant l'entrée en vigueur de cette dernière demeurent valables.
2. Lors de la première application, la Commission visée à l'art. 1^{er} sexies de la loi régionale n° 61/1976, tel qu'il a été introduit par l'art. 5 de la présente loi, est nommée par le Gouvernement régional dans les cent quatre-vingt jours qui suivent l'entrée en vigueur de cette dernière.
3. La Commission de la toponymie locale en fonction à la date d'entrée en vigueur de la présente loi continue d'exercer ses fonctions jusqu'à la nomination de la Commission visée à l'art. 1^{er} sexies de la loi régionale n° 61/1976, tel qu'il a été introduit par l'art. 5 ci-dessus.

Art. 11
(Dispositions financières)

1. La dépense globale découlant de l'application de l'art. 1^{er} sexies de la loi régionale n° 61/1976, tel qu'il a été introduit par l'art. 5 de la présente loi, est fixée à 2 000 euros au titre de 2011 et à 3 000 euros par an à compter de 2012.
2. La dépense visée au premier alinéa ci-dessus est couverte et financée par les crédits inscrits à l'état prévisionnel des dépenses du budget 2011/2013 de la Région, dans le cadre de l'unité prévisionnelle de base 1.03.01.11 (Comités et commissions).
3. Aux fins de l'application de la présente loi, le Gouvernement régional est autorisé à délibérer, sur proposition de l'assesseur régional compétent en matière de budget, les rectifications du budget qui s'avèrent nécessaires.

285 (Nuovo codice della strada) e dal relativo regolamento di attuazione.».

Art. 9
(Sostituzione dell'articolo 3)

1. L'articolo 3 della legge regionale 61/1976 è sostituito dal seguente :

«Art. 3

1. I decreti di cui agli articoli 1bis, 1ter, 1quater e l'atto di cui all'articolo 1quinquies sono pubblicati nel Bollettino Ufficiale della Regione e, per trenta giorni consecutivi, all'albo dell'ente interessato.».

Art. 10
(Disposizioni transitorie)

1. Sono fatte salve le denominazioni di cui agli articoli 1bis, 1ter, 1quater e 1quinquies della legge regionale 61/1976, come introdotti dagli articoli 1, 2, 3 e 4 della presente legge, attribuite prima dell'entrata in vigore di quest'ultima.
2. In sede di prima applicazione, la Commissione di cui all'articolo 1sexies della legge regionale 61/1976, come introdotto dall'articolo 5 della presente legge, è nominata dalla Giunta regionale entro centottanta giorni dall'entrata in vigore della stessa.
3. Fino alla nomina della Commissione di cui all'articolo 1sexies della legge regionale 61/1976, come introdotto all'articolo 5, continua ad operare la Commissione in carica alla data di entrata in vigore della presente legge.

Art. 11
(Disposizioni finanziarie)

1. L'onere complessivo derivante dall'applicazione dell'articolo 1sexies della legge regionale 61/1976, come introdotto dall'articolo 5 della presente legge, è determinato in euro 2.000 per l'anno 2011 e in euro 3.000 annui a decorrere dall'anno 2012.
2. L'onere di cui al comma 1 trova copertura e finanziamento nello stato di previsione della spesa del bilancio di previsione della Regione per il triennio 2011/2013 nell'unità previsionale di base 1.03.01.11 (Comitati e commissioni).
3. Per l'applicazione della presente legge, la Giunta regionale è autorizzata ad apportare, con propria deliberazione, su proposta dell'assessore regionale competente in materia di bilancio, le occorrenti variazioni di bilancio.

Art. 12
(Abrogations)

1. Sont abrogés :

- a) Les art. 2 et 4 de la loi régionale n° 61/1976;
- b) L'art. 1^{er} de la loi régionale n° 18 du 4 août 2006.

La présente loi est publiée au Bulletin officiel de la Région.

Quiconque est tenu de l'observer et de la faire observer comme loi de la Région autonome Vallée d'Aoste.

Fait à Aoste, le 28 février 2011.

Le président,
Augusto ROLLANDIN

TRAVAUX PREPARATOIRES

Projet de loi n. 116;

- à l'initiative du Gouvernement Régional (délibération n. 2733 du 8 octobre 2010);
- présenté au Conseil régional en date du 11 octobre 2010;
- soumis à la I^{re} Commission permanente du Conseil en date du 13 octobre 2010;
- soumis à la Commission des affaires générales aux fins de l'avis de compatibilité du projet de loi et des budgets de la Région, en date du 13 octobre 2010;
- transmis au Conseil permanent des collectivités locales - avis enregistré le 18 novembre 2010;
- examiné par la I^{re} Commission permanente du Conseil qui a exprimé son avis en date du 17 février 2011 - nouveau texte de la Commission et rapport du Conseiller Luciano CAVERI;
- examiné par la Commission des Affaires générales qui a exprimé son avis de compatibilité avec les budgets de la Région en date du 22 février 2011;
- approuvé par le Conseil régional lors de la séance du 23 février 2011 délibération n. 1656/XIII;
- transmis au Président de la Région en date du 28 février 2011.

Art. 12
(Abrogazioni)

1. Sono abrogati:

- a) gli articoli 2 e 4 della legge regionale 61/1976;
- b) l'articolo 1 della legge regionale 4 agosto 2006, n. 18.

La presente legge è pubblicata nel Bollettino ufficiale della Regione.

È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge della Regione autonoma Valle d'Aosta.

Aosta, 28 febbraio 2011.

Il Presidente
Augusto ROLLANDIN

LAVORI PREPARATORI

Disegno di legge n. 116;

- di iniziativa della Giunta regionale (atto n. 2733 del 8 ottobre 2010);
- presentato al Consiglio regionale in data 11 ottobre 2010;
- assegnato alla I^a Commissione consiliare permanente in data 13 ottobre 2010;
- assegnato alla Commissione Affari generali, per il parere di compatibilità del progetto di legge con i bilanci della Regione, in data 13 ottobre 2010;
- acquisito il parere del Consiglio permanente degli enti locali in data 18 novembre 2010;
- acquisito il parere della I Commissione consiliare permanente espresso in data 17 febbraio 2011, su nuovo testo e relazione orale del Consigliere Luciano CAVERI;
- acquisito il parere di compatibilità finanziaria della Commissione Affari generali espresso in data 22 febbraio 2011;
- approvato dal Consiglio regionale nella seduta del 23 febbraio 2011 con deliberazione n. 1656/XIII;
- trasmesso al Presidente della Regione in data 28 febbraio 2011.

Le seguenti note, redatte a cura dell'Ufficio del Bollettino ufficiale hanno il solo scopo di facilitare la lettura delle disposizioni di legge richiamate. Restano invariati il valore e l'efficacia degli atti legislativi qui trascritti.

NOTE ALLA LEGGE REGIONALE
28 FEBBRAIO 2011, N. 4.

Nota all'articolo 9:

- ⁽¹⁾ L'articolo 3 della legge regionale 9 dicembre 1976, n. 61 prevedeva quanto segue:

«Art. 3

Il decreto del Presidente della Giunta regionale sarà pubblicato sul Bollettino Ufficiale della Regione e, per 30 giorni consecutivi, all'albo del comune interessato.».

Note all'articolo 12:

- ⁽²⁾ L'articolo 2 della legge regionale 9 dicembre 1976, n. 61 prevedeva quanto segue:

«Art. 2

Le denominazioni ufficiali dei villaggi, delle frazioni, dei luoghi e di ogni altra località sono stabilite con decreto del Presidente della Regione, previo parere favorevole espresso dalla Giunta regionale con propria deliberazione e sentiti i Comuni interessati.

La Giunta regionale può avvalersi del parere di esperti e costituire una Commissione per la toponomastica locale.».

- ⁽³⁾ L'articolo 4 della legge regionale 9 dicembre 1976, n. 61 prevedeva quanto segue:

«Art. 4

La presente legge sarà pubblicata nel Bollettino Ufficiale della Regione.».

- ⁽⁴⁾ L'articolo 1 della legge regionale 4 agosto 2006, n. 18 prevedeva quanto segue:

«Art. 1

(Modificazione alla legge regionale 9 dicembre 1976, n. 61)

1. *Il comma primo dell'articolo 2 della legge regionale 9 dicembre 1976, n. 61 (Dénomination officielle des communes de la Vallée d'Aoste et protection de la toponymie locale), è sostituito dal seguente:*

«1. Les dénominations officielles des villages, des hameaux, des lieux-dits et de toute autre localité seront établies par arrêté du Président de la Région, sur avis favorable exprimé par délibération du Gouvernement régional, les Communes intéressées entendues.». ».